



ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2021-

14

en date du

28 JAN 2021

mettant en demeure la société SAD implantée à Rémelfing de respecter la réglementation applicable aux installations classées issue du code de l'environnement

Le Préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent TOUVET préfet de la Moselle ;

vu l'arrêté DCL n° 2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier DELCAYROU, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

vu l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-345 du 20 septembre 2011 autorisant la société SAD à exploiter des activités de fabrication et de stockage d'articles de décoration d'intérieur en polyuréthane sur la commune de Rémelfing ;

vu le rapport de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 16 décembre 2020;

vu le courrier transmis le 18 décembre 2020 à l'exploitant afin de porter à sa connaissance le projet d'arrêté ;

vu les observations émises par le pétitionnaire le 19 janvier 2021 ;

vu le mail de la DREAL en date du 26 janvier 2021 par lequel le maintien de la mise en demeure est proposé

considérant que l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-345 du 20 septembre 2011 précité et les articles R.512-39-1 et R.512-39-3 du code de l'environnement imposent à l'exploitant, en cas de mise à l'arrêt définitif d'une installation classée :

- de notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ;
- d'indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, ces mesures comportant notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
 - des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- de placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. La remise en état sera également en cohérence avec un usage futur du site de type industriel. A cet effet, l'exploitant réalisera une étude de sol afin d'identifier et de traiter les éventuelles pollutions du sol et/ou du sous-sol ;
 - de remettre au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu de l'usage futur déterminé de type industriel prévu pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
 - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
 - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage ;

considérant que l'Inspection des Installations Classées a constaté lors de la visite du 14 octobre 2020 que l'exploitant a procédé à la notification de la cessation définitive d'activité par courrier du 14 septembre 2012 mais n'a pas :

- indiqué les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et le placement du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- réalisé une étude de sol afin d'identifier et de traiter les éventuelles pollutions du sol et/ou du sous-sol ;
- remis un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu l'usage futur déterminé de type industriel prévu pour le site de l'installation ;

considérant qu'il appartient à l'exploitant de garantir la compatibilité du site avec l'usage industriel prévu à la cessation d'activités ;

considérant de plus l'évolution d'usage qui est en cours suite au rachat du site par le Conseil Départemental de la Moselle ;

considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même

acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de Moselle,

A R R Ê T E

Article 1er :

La société SAD, dont le siège social est situé 66 Rue de Siltzheim à Rémelfing (57200), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de fabrication et de stockage d'articles de décoration d'intérieur en polyuréthane, dans les délais suivants, les prescriptions reprises ci-après :

➤ sous un mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :

l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral n° 2011-DLP/BUPE-345 du 20 septembre 2011 précité et de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement et remet au préfet :

- la notification prévue en indiquant les mesures prises pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site ; ces mesures comportent notamment :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement et notamment l'étude de sol réalisée afin d'identifier et de traiter les éventuelles pollutions du sol et/ou du sous-sol ;
- l'information sur le placement du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette l'usage futur déterminé de type industriel ;

➤ sous trois mois, à compter de la date de notification du présent arrêté :

l'exploitant respecte les dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement et remet au préfet un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement compte tenu de l'usage futur déterminé de type industriel prévu pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction « elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. »

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent désormais déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Préfecture de Moselle, le directeur de la société SAD, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est transmise, pour information au maire de Rémelfing ainsi qu'au sous-préfet de Sarreguemines.

Fait à Metz, le
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Olivier DELCAYROU